



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2018/n°220/6.1

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER, BOULEVARD INTERIEUR NORD.

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée relatives aux droits des communes, des départements et des régions,
Vu le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment les articles L 131-1, L 132-1 et suivants, L 211-1 et suivants et L 511-1,
Vu le Code de la Route, notamment les articles R 411-5, R 411-6, R 411-8 et R 411-25 ; R 44 et R 225, R. 412-28,
Vu le Code Pénal, notamment l'article R. 623-2 al.1 et 2, et R 635-1,
Vu l'arrêté municipal du 07 Mars 2018, réglementant la circulation dans les remparts
Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles R. 1336-7 al.1 e, R. 1336-6 et R 3353-1, L 3341-1,
Vu les décrets N° 85-807 du 30 juillet 1985, N° 86-475 du 14 mars 1986 et N° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^{ème} partie – signalisation temporaire) approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992,
Vu l'Arrêté Municipal du 29 mai 2015, interdisant la consommation d'alcool sur la commune,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le vendredi 08 Juin 2018 de 20H00 à 00H00, une manifestation dite « Repas de quartier » est organisée par :

- Madame VIGNE, 13 Boulevard intérieur Nord

Cette manifestation nécessitera d'interdire la circulation et le stationnement dans la rue mentionnée ci-dessus. Les véhicules en infraction pourront être enlevés par la fourrière automobile, à la demande de la police municipale, aux frais du contrevenant.

ARTICLE 2 :

Cette manifestation devra obligatoirement respecter les règles de respect d'autrui, notamment en matière de nuisances sonores que ce soit diurne ou nocturne.

ARTICLE 3 :

Le responsable des services techniques de la commune mettra à disposition des panneaux de signalisation aux organisateurs de la manifestation lesquels riverains se chargeront de la mise en place de ceux-ci de part et d'autres de la rue citée à l'article 1, afin d'interdire la circulation sur cet axe.

ARTICLE 4 :

Les services de la Gendarmerie et de la Police Municipale conservent toute latitude pour prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer le bon déroulement de cette manifestation, dès lors que la sécurité des riverains ne serait pas assurée.

ARTICLE 5 :

Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté, en matière de circulation et de nuisances, seront réprimées conformément à la loi, par les Agents de la Police Municipale et les militaires de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE 6 :

Les participants à cette manifestation devront respecter la réglementation en matière de salubrité publique en évitant tout abandon d'objet embarrassant la voie publique sans nécessité et ou le dépôt d'ordures ou d'objets sans autorisation dans un lieu public ou privé.

ARTICLE 7 :

L'article L. 3341-1 du code de la santé publique précise : « Une personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, est, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin ou dans une chambre de sûreté, pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré la raison. »

— Article L. 3341-1 du Code la santé publique. Il est complété par l'article R. 3353-1 du même code : « Le fait de se trouver en état d'ivresse manifeste dans les lieux mentionnés à l'article L. 3341-1 est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 2e classe. »

Article R. 3353-1 du Code la santé publique. La contravention demande donc, pour être constituée, la réunion d'une ivresse publique et d'une ivresse manifeste

ARTICLE 8 :

La responsabilité de l'organisateur sera substituée à celle de la Commune, si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident ou incident, qui sera la conséquence de la présente réglementation. Les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux lois

en vigueur. Toutes dégradations susceptibles d'être commises sur les lieux publics et privés seront réprimées par la loi en vertu de l'article R.635-1 du Code Pénal.

ARTICLE 9: RECOURS

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du GARD. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé.

ARTICLE 10 : APPLICATION

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur l'Elu en charge de la sécurité,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Commandant du centre de secours de terre de Camargue au Grau du Roi,
Monsieur le Capitaine, Commandant de la Communauté de Brigades du Grau du Roi,
Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 24 Mai 2018

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN



Certifié exécutoire compte tenu des :

- date de transmission à la Préfecture :
- date d'affichage :

L'Elu Référent

